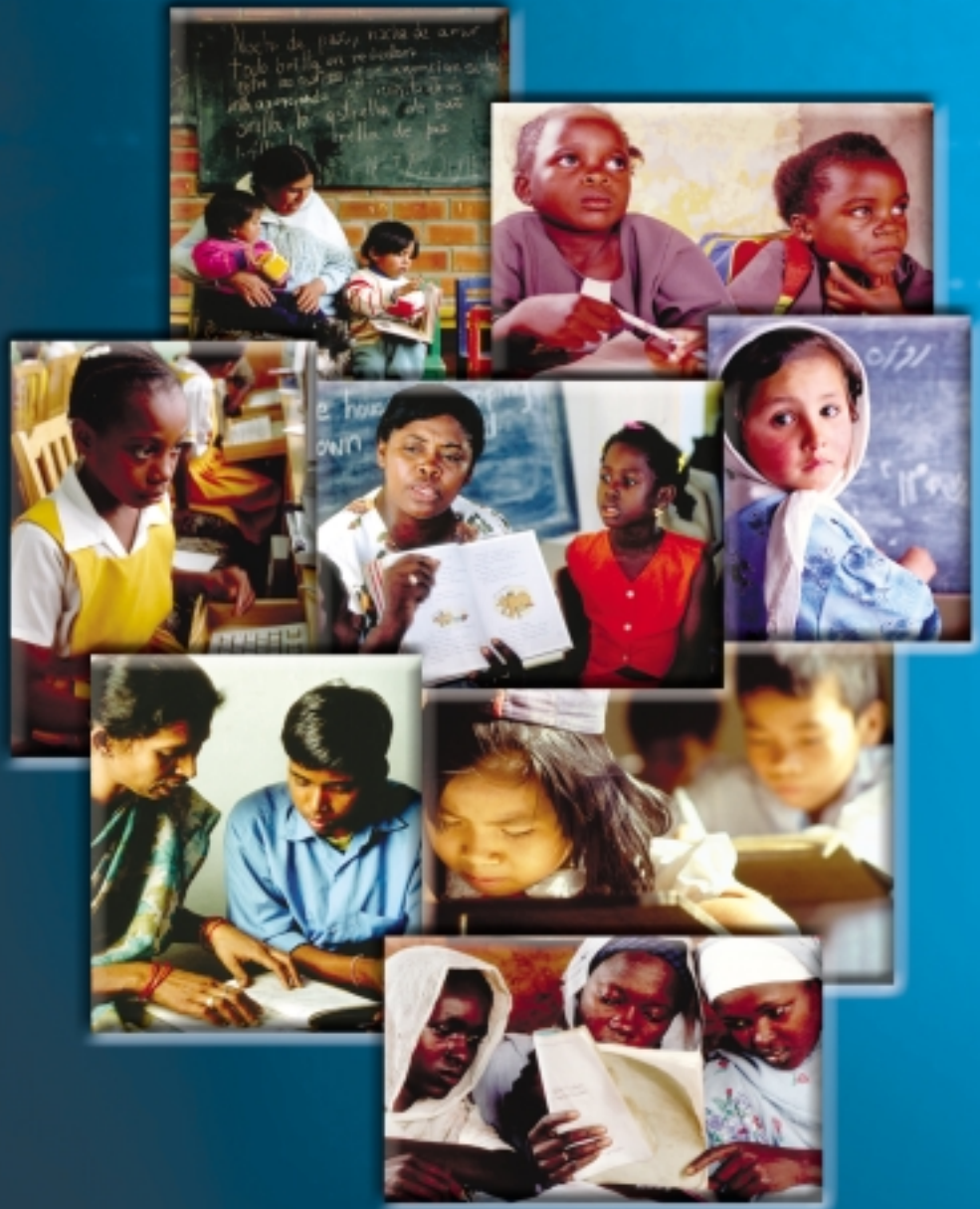




Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

L'éducation des filles



Guide pratique

L'éducation des filles

Guide pratique

Guide de référence à l'usage du personnel de l'ACDI
au Canada et à l'étranger

Agence canadienne de développement international

2003

L'équipe de l'éducation remercie les nombreux membres du personnel de l'ACDI et consultants qui ont participé à la rédaction de ce guide ainsi qu'à sa révision. Notre reconnaissance est particulièrement acquise aux spécialistes de l'éducation et de l'égalité des sexes dont la précieuse contribution nous a permis de produire un guide de qualité répondant aux attentes du personnel.

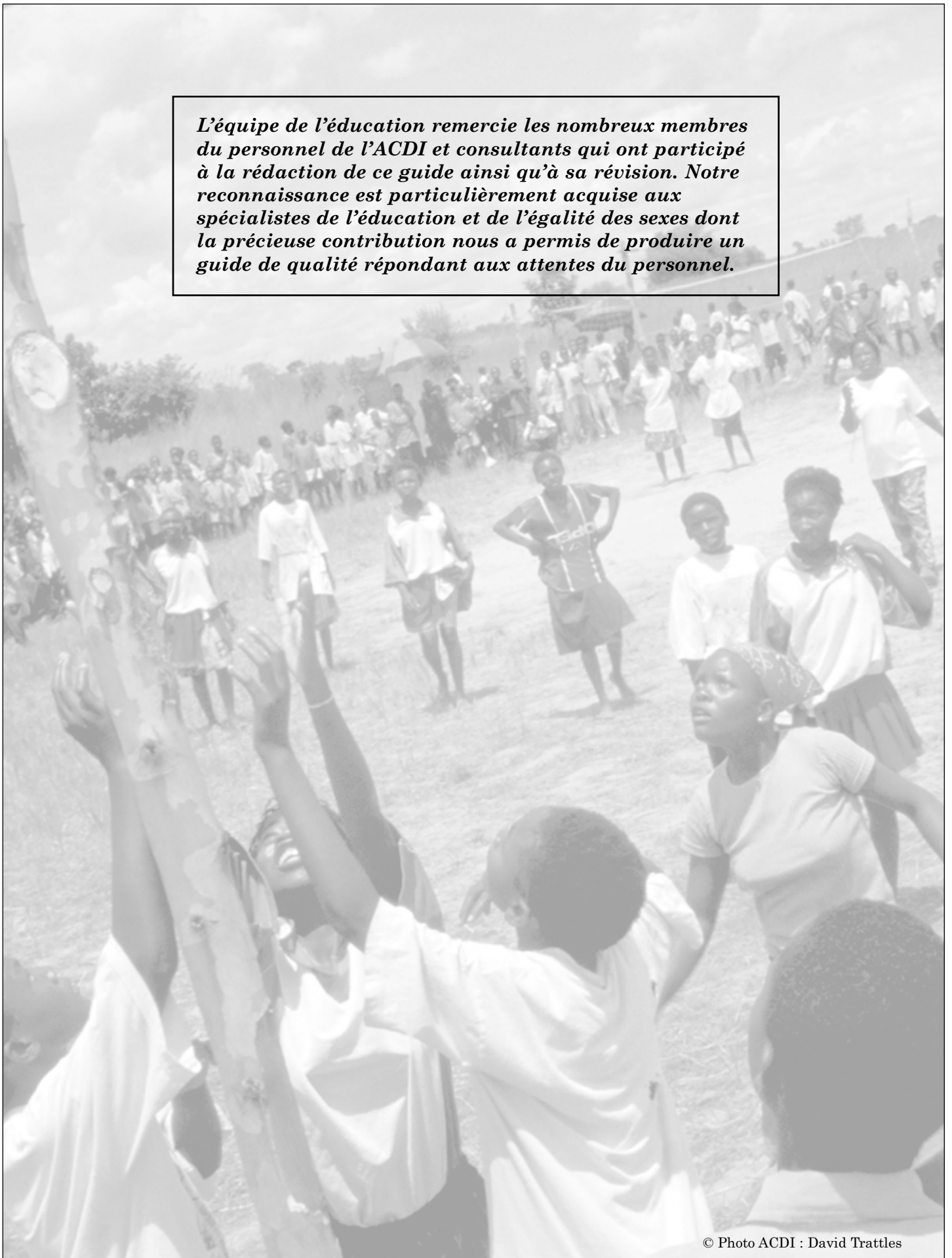


Table des matières

INTRODUCTION	1
Pourquoi un guide ? À qui s'adresse-t-il ?	1
Quels sujets ne sont pas abordés dans le guide ?	2
Pourquoi désirons-nous connaître vos impressions ?	2
 POURQUOI EST-IL IMPORTANT D'ÉDUCER LES FILLES ?	2
L'éducation des filles en perspective	2
L'éducation de base est importante pour tous	3
Survole des engagements internationaux les plus récents en faveur de l'éducation des filles	4
L'éducation des filles fait partie des priorités de l'ACDI	5
 QUELLES SONT LES PREMIÈRES ÉTAPES DE LA FORMULATION DES PROJETS ET PROGRAMMES ?	5
Faire l'analyse de la situation des filles	6
Établir les objectifs nationaux touchant l'éducation des filles	7
Déterminer l'affectation des ressources	7
Mettre l'accent sur les aspects porteurs de changements	7
<i>Le renforcement de la gestion institutionnelle et scolaire</i>	7
<i>La violence sexuelle et la sécurité à l'école</i>	8
<i>Le perfectionnement du personnel enseignant</i>	8
<i>La santé (spécialement la santé sexuelle et le VIH/sida)</i>	9
 QUELLES MESURES CONCRÈTES PEUVENT FAVORISER L'ÉDUCATION DES FILLES ?	10
Intégrer l'égalité des sexes dans les approches sectorielles ou les approches-programmes	10
Accroître la présence des femmes dans la gestion scolaire et aux postes de direction	11
<i>L'accession des femmes aux postes de direction</i>	11
<i>La sensibilisation des autorités scolaires aux besoins des filles</i>	12
Accroître la participation et la gestion locales	13
<i>Les conseils scolaires élus</i>	13
<i>Les alliances entre les ONG et le ministère de l'Éducation en faveur de l'éducation des filles</i>	13
<i>Les programmes locaux de soutien à la participation des filles</i>	14
<i>La collaboration avec les dirigeants locaux</i>	14
Former le personnel enseignant	14
<i>Les enseignantes</i>	15
<i>Les enseignants</i>	16
Modifier les pratiques pédagogiques	16

Table des matières (suite)

Adapter les programmes d'études	19
<i>Les manuels scolaires</i>	19
<i>L'enseignement des différentes matières</i>	20
<i>Un enseignement des sciences qui tient compte des différences entre les sexes</i>	20
<i>Un enseignement des mathématiques qui tient compte des différences entre les sexes</i>	20
<i>Un enseignement de la littérature qui tient compte des différences entre les sexes</i>	20
Éliminer la violence sexuelle	20
S'attaquer au problème du VIH/sida	21
<i>La vulnérabilité physiologique et sociale des femmes</i>	22
<i>Les écoles face au VIH/sida</i>	22
Prévoir un environnement et un emplacement répondant aux besoins des filles	24
QUELS SONT LES ASPECTS LES PLUS IMPORTANTS DE L'ÉVALUATION ET DU SUIVI ?	25
L'intégration de l'éducation des filles dans la chaîne des résultats	25
<i>Les intrants</i>	25
<i>Les faits</i>	26
<i>Les rapports</i>	26
<i>Les sources des données</i>	26
<i>Les facteurs de risque</i>	26
Le suivi des interventions	27
VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS ?	28
GLOSSAIRE	32
VOS IMPRESSIONS	34

INTRODUCTION

L'éducation des filles : Guide pratique fait partie d'une série de guides sur l'éducation pour le développement à l'usage du personnel de l'ACDI au Canada et à l'étranger. Avec ces guides, nous voulons offrir au lecteur des textes de référence rédigés dans un langage simple et accessible, qui offrent des renseignements de base sur différents aspects de l'éducation pour le développement.

Pourquoi un guide ? À qui s'adresse-t-il ?

Le guide fournit au personnel de terrain, ainsi qu'aux agents, chefs d'équipe et directeurs de projet, l'information nécessaire à la mise en application du *Plan d'action de l'ACDI en matière d'éducation de base*.

Ce guide pratique doit aider le personnel de l'ACDI à comprendre et à aborder les graves problèmes que pose l'éducation des filles. Il fait ressortir l'insistance que met résolument l'ACDI sur l'éducation des filles dans le cadre de son engagement envers l'Éducation pour tous qui vise à éliminer les disparités entre les sexes d'ici 2005 et à assurer l'accès à l'enseignement primaire gratuit et obligatoire pour tous d'ici 2015.

Essentiellement, ce guide répond au besoin d'outils pratiques de planification, de suivi et d'évaluation dans un domaine relativement nouveau pour une bonne partie du personnel. En choisissant de nous pencher sur ce secteur particulier, qui nous amène à parler de financement, de politiques, d'autonomisation et de promotion des droits de la personne, de la situation des enseignantes, de violence sexuelle, de masculinité, de gestion de l'éducation et de VIH/sida, nous fournissons aux employés de l'ACDI un outil de choix qui devrait faciliter leur travail avec les consultants, les gestionnaires de projet et le personnel des ministères concernés dans les pays partenaires.



© Photo ACDI : David Trattles

Les idées et notions exposées dans notre série de guides sur l'éducation pourront constituer une base pour l'évaluation des propositions, des plans de travail et des comptes rendus et pour le suivi (aux niveaux institutionnel et des projets). Le guide aidera également le personnel à se préparer au dialogue et aux discussions dans les situations suivantes :

- Avec les ministères concernés dans les pays partenaires, en particulier avec le personnel de ces ministères de qui relèvent les questions d'égalité des sexes au sein de la structure organisationnelle.
- Au sein des groupes de travail internationaux qui s'occupent déjà d'aspects particuliers de l'éducation tels que le Groupe de travail de l'UNESCO sur les enseignants, les filles et l'éducation, ou le Mouvement pour l'éducation des filles de l'UNICEF.



- Dans le cadre d'approches sectorielles axées sur l'éducation.

Quels sujets ne sont pas abordés dans le guide ?

Nous ne prétendons pas aborder ici tous les aspects de l'éducation des filles. En fait, il existe une foule de publications qui traitent de l'éducation des filles sous différents angles. Le lecteur y puisera une meilleure compréhension des principaux enjeux ainsi que des renseignements pouvant faciliter les interventions à l'échelle des pays. La bibliographie qui est à la fin du présent guide constitue un bon point de départ.

Sans avoir cherché à faire un véritable tour d'horizon de l'égalité des sexes en éducation, nous avons quand même pu compter sur la généreuse contribution des spécialistes de l'égalité des sexes à l'ACDI, selon qui le problème de l'éducation des filles fait partie intégrante des préoccupations relatives à l'égalité des sexes. Nous sommes déterminés à intégrer l'égalité des sexes dans les politiques et les programmes de l'ACDI en matière d'éducation. Nous savons par ailleurs que l'Agence aurait intérêt à approfondir son examen de la question, notamment en rendant compte de ses propres expériences en matière de programmation.

Nous n'abordons pas les problèmes particuliers à l'éducation des garçons. Nous nous attachons néanmoins à faire ressortir les avantages de l'éducation pour tous et à montrer que tant les garçons que la société en général profitent de l'éducation des filles. Les garçons ayant plus facilement accès à l'éducation que les filles dans la majorité des pays du monde, il est apparu logique de commencer par un guide traitant de l'éducation des filles. Mais comme cet avantage des garçons n'est pas universel (citons à titre d'exemple la situation dans certains pays des Antilles), nous espérons faire de l'éducation des garçons l'objet d'un autre guide.

Enfin, nous ne parlons pas des problèmes que pose l'éducation des filles à l'extérieur du cadre scolaire. Dès son plus jeune âge, l'être humain apprend beaucoup sur différents aspects de la vie ailleurs qu'à l'école. Nous en sommes conscients. Il reste que de nombreux pays en développement ont adopté des plans visant la réforme et le renforcement de leurs systèmes d'éducation en mettant désormais l'accent sur l'enseignement primaire. Les interventions de l'ACDI doivent en principe coïncider avec cette orientation adoptée par les pays en développement, d'où l'utilité de notre guide.

Pourquoi désirons-nous connaître vos impressions ?

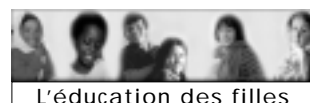
Les observations du personnel de l'ACDI au Canada et à l'étranger nous serviront à réviser le présent guide. Nous prévoyons également préparer des documents traitant d'autres questions relatives à l'égalité des sexes en éducation pouvant aider le personnel à mettre en application le *Plan d'action de l'ACDI en matière d'éducation de base*.

Vous pouvez nous faire parvenir vos observations et suggestions par courriel à l'adresse EdNetCoordinator@acdi-cida.gc.ca ou en vous servant du formulaire à la fin du guide.

POURQUOI EST-IL SI IMPORTANT D'ÉDQUER LES FILLES ?

L'éducation des filles en perspective

Près des deux tiers des 113 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école dans le monde sont des filles. La situation s'aggrave considérablement quand surviennent des guerres, des crises sociales et des catastrophes naturelles, et les filles sont souvent le plus durement touchées. Les écarts les plus prononcés sont enregistrés en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En Amérique latine, par contre, les taux



de scolarisation des filles sont généralement plus élevés que ceux des garçons. Dans un même pays, les chiffres varient d'un endroit à l'autre. Dans les zones rurales, par exemple, le nombre d'enfants qui ne vont pas à l'école, en majorité des filles, est généralement plus élevé que dans les villes.

Si la discrimination sexuelle joue pour beaucoup dans le fait que les filles ne jouissent pas des mêmes droits que les garçons sur le plan de l'éducation, d'autres facteurs influent nettement sur la décision des parents d'envoyer ou non leur fille à l'école, notamment :

- La pauvreté et le peu de possibilités d'emploi offertes aux filles.
- Les pratiques et traditions culturelles.
- L'exclusion des adolescentes enceintes et des jeunes mères.
- La distance entre la maison et l'école.
- La pandémie du VIH/sida.

Même quand les filles vont à l'école, il est difficile de faire en sorte qu'elles y restent vu la piètre qualité de l'enseignement dispensé et le fait que le système scolaire répond rarement à leurs besoins particuliers. Parmi les obstacles auxquels se heurtent les filles à l'école figurent :

- Les stéréotypes sexuels renforcés par les enseignants, les programmes d'études, les manuels et les interactions en classe.
- Le harcèlement sexuel et l'insécurité.
- L'absence d'installations satisfaisantes.

Pour en savoir plus sur les obstacles à l'éducation des filles, veuillez consulter la page 28.

L'éducation de base est importante pour tous

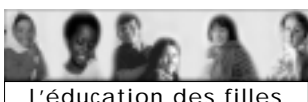
Outre qu'elle contribue au développement humain, social et économique, l'éducation de base est indispensable à l'amélioration de la



© Photo ACDI : Roger LeMoyné

qualité de vie de tout être humain et à la jouissance de ses droits. C'est l'investissement social le plus rentable qui soit. L'éducation enrichit la vie des gens et contribue à réduire la pauvreté. Son influence se fait sentir sur différents plans :

- **La santé de la famille.** L'éducation, surtout celle des filles et des femmes, influe directement sur la santé de la famille. Outre qu'elle réduit sensiblement les taux de mortalité infantile, l'éducation aide les gens à faire des choix éclairés en matière de reproduction et à exercer leur droit de jouir du meilleur état de santé qu'ils soient capables d'atteindre.
- **L'épanouissement personnel.** L'éducation enrichit la vie des gens. Elle aiguise leur conscience et leur offre le plaisir que procure le savoir. Elle renforce leur autonomie, leur dignité et leur estime de soi.
- **Le développement social.** L'éducation renforce la cohésion sociale et la qualité de bon citoyen. Elle offre aux gens des occasions de participer et de se prendre en main, et l'accès à l'égalité. Les enfants instruits ont de bien meilleures chances de devenir des adultes responsables, capables de favoriser le développement économique et



social de leur collectivité et respectueux des droits de la personne et des principes de démocratie, de paix et de justice sociale.

- **Le développement des capacités humaines.** Chaque année d'éducation de

base renforce les compétences et les habiletés de l'apprenant, ce qui accroît sa productivité et sa capacité de gain, l'éducation primaire étant proportionnellement la plus rentable.

Survol des engagements internationaux les plus récents en faveur de l'éducation des filles

- **1990** – À la **Conférence mondiale sur l'éducation pour tous** (Jomtien), un appel est lancé à la communauté internationale en faveur d'une campagne mondiale de réduction de l'analphabétisme et de l'accès à l'éducation de base. Les 155 gouvernements représentés prennent l'engagement de « répondre aux besoins éducatifs fondamentaux de tous », notamment « d'améliorer la qualité de la formation dispensée aux filles et aux femmes ainsi que de lever tous les obstacles à leur participation active. Tous les stéréotypes sexuels sont à bannir de l'éducation ».
- **1990** – Aux termes de la **Convention relative aux droits de l'enfant**, le droit à l'éducation pour tous relève du droit international. Les États parties sont tenus de garantir à chaque enfant, garçon ou fille, vivant sur leur territoire la jouissance de tous les droits reconnus dans la Convention.
- **1995** – Les participants à la **Quatrième Conférence mondiale sur les femmes** (Beijing) se prononcent en faveur de l'élimination de la discrimination en éducation à tous les niveaux, de la création de systèmes d'éducation adaptés aux besoins des filles et des garçons, et de l'égalité des possibilités offertes aux femmes en matière d'éducation et de formation. Ils soulignent l'influence cruciale de l'éducation des filles.
- **2000** – Au **Forum mondial sur l'éducation** (Dakar), la communauté internationale se montre résolue à accélérer l'adoption de mesures en faveur de l'éducation de base pour tous. Sur les six objectifs énoncés dans la Déclaration de Dakar, deux visent à améliorer la situation des filles : « 1) faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles et les enfants en difficulté ou issus de minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme; 2) éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 en veillant notamment à assurer aux filles l'accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité. »
- **2000** – L'examen **Beijing +5** (New York), soit la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, vise à évaluer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. Les délégués discutent des acquis dans le renforcement de l'autonomie des femmes et dans l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en éducation. À l'issue de l'examen de haut niveau, on s'entend sur un document où sont énoncés les mesures et engagements à prendre pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action, entre autres pour garantir l'égalité d'accès à l'éducation et l'élimination des disparités entre les sexes, appuyer la mise en application des plans et programmes d'action axés sur l'éducation de qualité et le relèvement des taux de fréquentation et de persévérance scolaires, et pour élaborer des programmes d'études adaptés aux besoins des filles et des garçons.
- **2001** – Parmi les Objectifs de développement du millénaire adoptés à la **conférence du millénaire des Nations Unies** figurent deux des objectifs de l'Éducation pour tous, soit l'éducation primaire universelle menée à terme pour tous d'ici 2015 et l'accès des filles à l'éducation de base.
- **2002** – L'**Initiative accélérée** a été mise au point par des donateurs multilatéraux et bilatéraux afin d'accélérer la poursuite des Objectifs de Dakar et des Objectifs de développement du millénaire axés sur l'éducation, soit l'éducation primaire universelle d'ici 2015 et l'égalité des sexes en éducation d'ici 2005. Le Plan d'action de l'Initiative accélérée vise à fournir rapidement des ressources supplémentaires aux pays déterminés à atteindre ces deux objectifs d'ici 2015, mais qui n'en ont pas les moyens.

L'éducation des filles fait partie des priorités de l'ACDI

Soucieuse de faire avancer la cause de l'égalité des sexes, l'ACDI met l'accent sur l'élimination des disparités entre garçons et filles dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005. Elle juge prioritaire l'objectif d'accroître l'égalité des sexes, clairement énoncé dans son *Plan d'action en matière d'éducation de base*. Cet objectif figure parmi les trois buts dont elle appuie la poursuite dans le cadre de la campagne en faveur de l'Éducation pour tous, les deux autres étant l'accroissement de l'accès à l'éducation de base et l'amélioration de sa qualité.



© Photo ACDI : Roger LeMoyné

L'ACDI considère que l'éducation des filles constitue un bon point de départ pour s'attaquer au problème de l'inégalité des sexes dans les pays en développement. Elle est convaincue que l'égalité ne saurait être atteinte sans que tous les aspects de l'éducation (l'environnement scolaire, la formation des enseignants, les programmes d'études et l'évaluation) aient été analysés sous l'angle des différences entre les sexes. Les garçons y gagneront tout autant que les filles sur les plans de l'accès à l'éducation et de sa qualité.

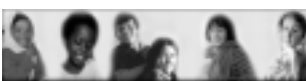
L'ACDI privilégie des stratégies propres à modifier les attitudes et les pratiques qui constituent présentement des obstacles à la pleine participation des filles et des femmes aux systèmes d'éducation sur un pied d'égalité avec les garçons et les hommes. Citons à titre d'exemples les interventions pour faire accepter

la nécessité d'éduquer les filles et les femmes et augmenter la demande, le financement de meilleurs programmes d'alphabétisation inclusifs, l'accroissement de la participation des femmes au système d'éducation à tous les niveaux, et les mesures pour rendre l'environnement scolaire sécuritaire. Surtout, l'ACDI reconnaît qu'elle doit chercher des solutions au problème de l'éducation des filles avec ses partena-

naires dans une perspective qui tient compte des multiples dimensions de la pauvreté et du développement, en tirant profit des interconnexions et des synergies entre les droits de la personne, l'égalité des sexes et d'autres priorités de développement social, qui contribuent à réduire la pauvreté.

QUELLES SONT LES PREMIÈRES ÉTAPES DE LA FORMULATION DES PROJETS ET PROGRAMMES ?

La situation des filles et leur éducation varient selon les pays, tout comme le contexte culturel, religieux et économique. Pour que l'ACDI et ses partenaires obtiennent des résultats, il va de soi qu'il faut procéder dès le départ à l'examen de certaines questions. Dans cette section, nous expliquons pourquoi une analyse de la situation des filles s'impose, et quelles questions il convient de se poser à l'étape de la conception d'un projet ou programme.



L'éducation des filles

Faire l'analyse de la situation des filles

Existe-t-il déjà une analyse de la situation des filles dans le pays partenaire ? Si elle n'est pas à jour, remonte-t-elle tout au plus à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Beijing en 1995, ou aux préparatifs du Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar en 2000 ?

Les réponses aux questions suivantes devraient s'y trouver :

- Quels facteurs culturels, sociaux et économiques locaux sous-jacents constituent des obstacles à l'éducation des filles ?
- Quels sont les pourcentages respectifs de filles et de garçons inscrits à l'école ?
- Combien de garçons et combien de filles entreprennent des études secondaires ?
- Combien de garçons et combien de filles vont à l'université ? Dans quels domaines d'études ?
- Quels sont les pourcentages d'hommes et de femmes occupant des postes de principaux dans les écoles primaires et secondaires ?
- Quels écarts existe-t-il entre les taux d'inscription des filles et ceux des garçons dans les zones rurales par rapport aux villes ?
- De quelles données dispose-t-on sur l'incidence du VIH/sida chez les jeunes hommes et les jeunes femmes ?
- Le VIH/sida touche-t-il différemment les garçons et les filles à la maison ? Le cas échéant, de quelles façons ?
- Quelle est la validité des données existantes ?
- Quelles politiques contribuent déjà à la lutte contre le sexisme ? (p. ex. les filles enceintes peuvent-elles aller à l'école ?)
- Trouve-t-on déjà sur place des organisations non gouvernementales (ONG) qui accordent un intérêt particulier à l'éducation des filles ?
- Sous l'optique des approches sectorielles, quels autres donateurs œuvrent déjà dans des secteurs ayant un lien avec l'éducation des filles ? (Initiatives concernant la gestion de l'éducation, la réforme des programmes d'études en général ou de l'enseignement des sciences ou des mathématiques en particulier, la préparation des enseignants, l'éducation à distance). Quel lien existe-t-il entre leurs activités et la poursuite des objectifs de l'Éducation pour tous ? Quelle est leur expérience en matière d'égalité des sexes ? Quelles politiques orientent leurs travaux ?
- Est-on sensibilisé au fait que d'autres secteurs pourraient apporter leur contribution ? Cette question est particulièrement pertinente en ce qui concerne l'éducation des filles en raison du chevauchement marqué d'activités dans ce domaine et dans ceux de la santé reproductive, des sports et des loisirs, des services sociaux ainsi que de l'agriculture et du développement rural. L'éventuel apport de la société civile n'est pas non plus à négliger.
- Quelles structures (p. ex. une commission pour l'égalité des sexes, un bureau de la condition féminine ou de l'aide aux victimes de violence) le gouvernement a-t-il déjà créées pour favoriser l'égalité des sexes ? Ont-elles un lien direct avec l'éducation des filles ?
- A-t-on examiné quelles ressources différents ministères, y compris celui de l'Éducation, pourraient allouer à la condition féminine ?
- Quelle a été la réponse du pays aux conventions et engagements internationaux ?

Établir les objectifs nationaux touchant l'éducation des filles

- Améliorer les taux de fréquentation et de réussite des filles à l'école primaire.
- Voir à ce que plus de femmes occupent des postes de direction dans le milieu de l'éducation.
- Élaborer une politique de l'égalité des sexes (au niveau national, provincial, ou du district) portant entre autres sur l'éducation des filles.
- Élaborer et mettre en œuvre une politique de lutte contre la violence sexuelle.
- Aborder le problème de l'incidence du VIH/sida chez les jeunes sous l'angle de l'égalité des sexes.
- Réduire les taux d'abandon scolaire chez les filles entre la fin des études primaires et le début des études secondaires.
- Accroître le taux de réussite des filles au primaire.
- Réduire le nombre de grossesses chez les filles.
- Voir à ce que les filles enceintes puissent poursuivre leurs études.
- Réduire l'incidence globale de la violence sexiste dans une école ou un district donné. (Pour peu que soit adoptée une politique dans ce sens, davantage d'incidents seront signalés avant qu'on puisse en réduire le nombre.)

Déterminer l'affectation des ressources

- Tient-on compte de l'égalité des sexes et de l'éducation des filles lorsqu'on discute des budgets de projet ? Qui décide ?
- Quelles ressources les responsables d'un projet sont-ils prêts à consacrer à l'intégration de l'égalité des sexes dans

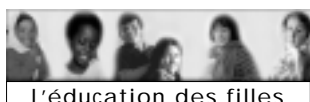
l'éducation ? Par exemple, prévoient-ils faire appel à un spécialiste de l'égalité des sexes dans l'éducation pendant toute la durée du projet ou uniquement à l'étape des consultations ?

- Dans quelle mesure les ressources du projet seront-elles affectées au soutien d'activités locales de coopération, de planification stratégique, de participation à des échanges sur le Web, etc. ?
- Quelle sera la place des personnes qui s'occupent d'égalité des sexes et d'éducation dans la structure de gestion du projet ? Feront-elles partie des structures décisionnelles ou uniquement des structures extérieures ?
- Quelle preuve y a-t-il de l'existence d'un processus consultatif qui prend en compte les différences entre les sexes ?
- Quel genre de sensibilisation au problème de l'égalité des sexes a-t-on prévu ?
- Les résultats (les intrants, les extrants et les effets) liés à l'éducation des filles ont-ils été intégrés à l'analyse du cadre logique du projet et à d'autres documents de planification ?

Mettre l'accent sur les aspects porteurs de changements

Le renforcement de la gestion institutionnelle et scolaire

Si les principaux, les conseils scolaires (là où ils existent) et les autorités de district sont d'accord pour soutenir l'éducation des filles, il sera plus facile de changer les règles et les pratiques actuelles. Dans le cadre d'un projet de gestion, il importe de veiller à ce que les responsables de l'égalité des sexes fassent partie du système de gestion afin que les ressources nécessaires soient affectées à leur formation. En outre, la formation à l'éducation des filles axée sur l'égalité des sexes est un autre aspect à privilégier, tout comme la place



des femmes dans les politiques de promotion ainsi que dans la gestion et la direction scolaires. Si un projet destiné à renforcer la gestion institutionnelle ou scolaire dispose de ressources consacrées expressément à la poursuite d'objectifs tels que l'éducation des filles et la lutte contre la violence sexiste, les chances que ce projet puisse améliorer la situation des filles sont bonnes.

Parmi les solutions à envisager (voir également les mesures concrètes à la page 11) :

- Financer la création d'unités ou bureaux de l'égalité des sexes et la formation à la constitution de réseaux, à l'élaboration de politiques, aux conventions internationales et à la planification stratégique de l'intégration de l'égalité des sexes de toutes les personnes ressources concernées.
- Assurer la prestation de cours de sensibilisation aux différences entre les sexes à tous les dirigeants scolaires.
- Créer à l'intention des femmes des ateliers de formation dans le domaine de la direction scolaire.
- Encourager l'élaboration de politiques en matière de promotion et d'embauche.



© Photo ACDI : Roger LeMoyné

La violence sexuelle et la sécurité à l'école

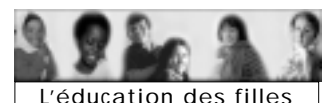
Si le problème de la violence sexuelle à l'école n'est pas jugé aussi important dans tous les pays, il est particulièrement préoccupant dans bien des pays d'Afrique et des Antilles. Quand les filles ne se sentent pas en sécurité, leur réussite scolaire est compromise. Les enseignantes en butte à la violence sexuelle sont incapables de bien s'acquitter de leur tâche et de convaincre les filles qu'elles peuvent réussir aussi bien que les garçons. Parmi les activités de projet à privilégier, on peut notamment voir à ce que les distances que doivent parcourir les filles pour se rendre à l'école soient prises en compte dans le découpage scolaire. Dans le cas d'un projet visant davantage la gestion de l'éducation, le point de départ peut être structurel; il incombe aux principaux d'assurer la sécurité de tous les élèves. Dans le cas d'un projet qui met davantage l'accent sur la préparation des enseignants, ces derniers peuvent participer à des ateliers de sensibilisation.

Parmi les solutions à envisager (voir également les mesures concrètes à la page 20) :

- Élaborer un module sur la violence sexuelle à l'intention de tous les éducateurs.
- Examiner ou élaborer les politiques sur les codes de conduite à l'intention des enseignants et des apprenants.
- Élaborer un module sur la violence sexuelle dans toutes les écoles normales.
- Intervenir dans le cadre du découpage scolaire.

Le perfectionnement du personnel enseignant

Dans bien des pays, on offre désormais aux enseignants un cours ou un module sur la prise en compte des différences entre les sexes.



L'éducation des filles

Ces cours ou modules prennent parfois la forme d'ateliers donnés à l'école, dans le cadre desquels les enseignants suivent de six à huit cours portant, par exemple, sur les manuels scolaires ou sur le harcèlement sexuel. Si ces cours sont inscrits au programme des écoles normales, les nouveaux enseignants ont l'avantage d'être déjà sensibilisés au problème dès le début de leur carrière. Si un cours de planification stratégique pouvant aider les enseignants à influencer les politiques scolaires et à encourager la participation de la collectivité vient se greffer au cours ou module de sensibilisation, les chances de succès sont encore plus grandes.

Parmi les solutions à envisager (voir également les mesures concrètes à la page 14) :

- Élaborer un module sur la prise en compte des différences entre les sexes dans l'enseignement.
- Soutenir la création d'un comité d'école, de district ou provincial chargé de réviser le matériel pédagogique pour éliminer les stéréotypes sexistes.

La santé (spécialement la santé sexuelle et le VIH/sida)

Compte tenu de son rôle central dans la société, l'école doit voir à ce que tous les apprenants soient bien renseignés sur le VIH/sida. Vu la grande vulnérabilité des jeunes femmes à l'infection par le VIH (dans certains pays, les taux d'infection sont de trois à quatre fois plus élevés chez les femmes que chez les hommes), il importerait à tout le moins que toutes les écoles et tous les responsables de projet révisent ou préparent des programmes et des documents d'information sur le VIH/sida pour les cours de préparation à la vie ou d'autres cours, en procédant à une analyse comparative par sexe.



© Photo ACIDI : Roger LeMoyne

Parmi les solutions à envisager (voir également les mesures concrètes à la page 21) :

- Élaborer un module que suivraient tous les enseignants sur les différences de contexte social entre garçons et filles en ce qui concerne le VIH/sida.
- Inclure dans tous les documents pédagogiques utilisés dans le cadre de programmes de préparation à la vie un volet comportant une analyse comparative par sexe.



QUELLES MESURES CONCRÈTES PEUVENT FAVORISER L'ÉDUCATION DES FILLES ?

Nous avons réuni sous neuf grandes rubriques les mesures concrètes pouvant être prises dans le cadre de la programmation en faveur de l'éducation des filles.

Intégrer l'égalité des sexes dans les approches sectorielles ou les approches-programmes

« Le programme d'études doit demeurer cohérent et logique, du primaire au secondaire jusqu'aux écoles supérieures et techniques. Il convient de s'attaquer dès le primaire au problème du nombre inférieur de filles par rapport aux garçons qui se dirigent vers les études supérieures. Les filles doivent être encouragées à poursuivre leurs études par des enseignants conscients des processus de socialisation, tant à l'école qu'à l'extérieur, qui ne les motivent pas à s'instruire. Il faut également voir à ce que les processus de socialisation qui influent sur les attitudes des garçons face à leurs rôles, et à ceux de leurs sœurs, de leur future compagne et de leur mère soient pris en compte dans les programmes d'études et enseignés par des formateurs compétents et sensibilisés à la question. Cela permet de présumer des besoins et éléments essentiels à la formation des enseignants pour tout le secteur. Il faudra également examiner quel lien il serait possible d'établir entre les structures de carrière des enseignants dans tous les sous-secteurs et avec les programmes de formation des enseignants (formation initiale et continue ou sur le tas) durant l'élaboration de ces programmes. » [Trad.] (M. Sibbons et coll., 2000)

Comme le laissent clairement entendre ces auteurs, il existe une relation complexe entre les différents sous-secteurs de l'éducation au

regard de la poursuite de l'égalité des sexes. Les stratégies de planification et de coordination qui reconnaissent cette interdépendance (p. ex. les approches sectorielles et les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté) font au moins mention de cette relation complexe. La planification d'un enseignement de qualité au primaire pour les filles et les garçons a donc un lien avec la planification au niveau tertiaire destinée à encourager un plus grand nombre de jeunes femmes à poursuivre leurs études supérieures et à les mener à terme. Citons à titre d'exemple un solide programme de formation des enseignants qui, tout en soulignant l'importance d'adapter les programmes d'études aux besoins des filles, reconnaît parallèlement le rôle des garçons et des hommes dans le changement social.

Une fois que l'on a reconnu l'existence de relations complexes entre les sous-secteurs de l'éducation au regard de l'éducation des filles, il faut prendre des mesures concrètes de coordination, par exemple :

- Reconnaître l'importance de la participation locale. Bien que la coordination par les donateurs soit nécessaire, il importe que celle-ci repose sur une forte participation de la population locale.
- Décider qui nous appuierons au ministère de l'Éducation, c'est-à-dire qui est en mesure d'assurer la poursuite des objectifs d'éducation des filles dans l'ensemble du secteur.
- Déterminer quel soutien sera apporté à cette équipe et quels sont les besoins en ressources (formation, encadrement, appui, rapports avec d'autres secteurs qui s'occupent de lutte contre la pauvreté, de justice sociale, de travail et d'égalité des sexes).
- Coordonner les activités locales pour faciliter la création d'unités responsables de l'égalité des sexes dans le secteur.

Les unités responsables de l'égalité des sexes doivent entre autres posséder les caractéristiques suivantes :

- Pour être efficace, l'unité doit occuper un rang assez élevé dans la hiérarchie du ministère. Il est inutile de créer une direction ou une unité spécialisée dans l'égalité des sexes à l'extérieur du ministère ou à un échelon trop bas pour que ses membres puissent faire adopter des changements.
- Les membres de l'unité doivent bénéficier d'une formation continue portant sur les différences entre les sexes dans la formation, l'établissement de réseaux, les théories contemporaines de l'égalité des sexes dans le contexte du développement, les conventions internationales, la cueillette de données ventilées par sexe, le suivi et la préparation de rapports.
- Pour les besoins de l'élaboration de programmes, l'unité doit disposer de fonds suffisants et pouvoir compter sur un engagement à long terme. Le travail de l'unité ne doit pas être considéré comme étant de courte durée ou symbolique.
- Il faut coordonner la participation locale pour faciliter la communication entre secteurs et une programmation adaptée aux besoins des filles.
- Les liens multisectoriels viseront notamment les secteurs de la santé (particulièrement mais non exclusivement, dans le contexte de la forte incidence des infections par le VIH chez les jeunes femmes dans de nombreuses régions du monde), du travail (compte tenu du fait que les tâches ménagères sont encore assumées en bonne partie par les filles) et des services communautaires.

Accroître la présence des femmes dans la gestion scolaire et aux postes de direction

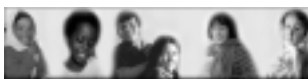
Même dans les pays où l'égalité des sexes dans la perspective de l'éducation des filles fait l'objet de recherches depuis des dizaines d'années, ce sont encore majoritairement des hommes qui dirigent les écoles et prennent les décisions. Dans bien des pays en développement, les femmes sont peu nombreuses à occuper des postes de décision dans le milieu de l'éducation ou ailleurs. À l'échelle des écoles, même dans les écoles primaires où il y a plus de candidates que de candidats aux postes de direction, les hommes sont majoritaires (ce qui revient à dire que les femmes enseignent pendant que les hommes dirigent).

Le leadership en éducation revêt une importance cruciale dans le contexte de l'éducation des filles, tant du point de vue général de l'aide apportée aux filles et aux femmes que de la perspective particulière des résultats d'apprentissage et de la réussite des filles.

L'accession des femmes aux postes de direction

Pour que davantage de femmes prennent part à la gestion et à la direction de l'éducation, il faudra pouvoir compter sur la collaboration des hommes qui occupent présentement des postes d'influence, et porter une attention particulière aux politiques d'embauche et de promotion. Il importera également d'adopter un genre de plan d'action tenant compte des inégalités entre les sexes qui comporterait les éléments suivants :

- Des mesures pour compenser l'inégalité des traitements réservés aux hommes et aux femmes par le passé, notamment l'inégalité d'accès.





© Photo ACDI : Nancy Durrell McKenna

- Des mesures favorisant une gestion des ressources humaines axée sur les compétences.
- Une vérification continue prévoyant la collecte de données ventilées par sexe.

La sensibilisation des autorités scolaires aux besoins des filles

Les politiques scolaires visant par exemple la réussite des filles ou la lutte contre la violence sexuelle ne peuvent être appliquées sans un solide appui des principaux et des directeurs de district.

- Les principaux et les directeurs de district disposent-ils de données ventilées par sexe sur la réussite des garçons et des filles par niveau scolaire et dans les matières où les filles sont habituellement désavantagées (mathématiques, sciences) ?
- Les garçons et les filles sont-ils censés s'acquitter de tâches différentes quant à l'entretien des locaux scolaires ?
- Quels genres de rapports (officiels ou non) fait-on sur les incidents de violence sexuelle qui surviennent à l'école, dans la cour d'école ou sur le chemin de l'école ?
- Quels sont les taux d'absentéisme chez les garçons et les filles à différents niveaux scolaires ?
- Quelles politiques scolaires prévoient la prise en compte des besoins des filles touchées par le sida obligées de s'acquitter de lourdes tâches ménagères parce qu'elles s'occupent de parents malades et de leurs jeunes frères et sœurs ? (Ces filles se retrouvent parfois chefs de famille.)
- Existe-t-il dans les écoles ou la collectivité des programmes qui font ressortir l'importance de l'éducation des filles ?
- Existe-t-il dans les écoles ou la collectivité des programmes de lutte contre la violence sexuelle ?
- Comment encourage-t-on les écoles à faire en sorte que garçons et filles aient accès à des locaux ou à du matériel de sport ou des espaces de jeu à l'école ?

- Comment appuie-t-on l'évaluation de la situation des filles et des garçons qui entreprennent des études secondaires ? Quelles sont les politiques de promotion existantes ?
- Comment voit-on à ce que les filles ne soient pas automatiquement dirigées vers les domaines d'études habituellement réservés aux filles ?
- Comment voit-on à ce que les filles, tout comme les garçons, soient encouragées à accéder à des postes de direction à l'école ?

Accroître la participation et la gestion locales

Les réformes de l'éducation dans le monde en développement privilégiant la décentralisation du financement des écoles et de leur gestion, il importe de trouver des façons de favoriser l'éducation des filles dans le cadre de partenariats collectivité-école. Les activités éducatives qui encouragent et facilitent la participation locale favorisent un engagement tant collectif qu'individuel; cet important aspect de la prise en charge et de la responsabilisation locales est essentiel à la viabilité des politiques et des programmes. Si de tels partenariats sont avantageux, c'est que bon nombre des obstacles à l'accès et à la réussite des filles à l'école tiennent à des facteurs extérieurs à l'école. Parmi ces obstacles figurent la pauvreté, le travail des filles au marché ou aux champs, le fait que les filles n'ont pas le temps de faire leurs devoirs, et le sida qui les oblige à s'acquitter de nombreuses tâches ménagères. Par ailleurs, la collectivité peut jouer un rôle important en veillant à ce que l'école soit accueillante pour les filles et à ce que des toilettes leurs soient réservées.

Ces partenariats peuvent prendre diverses formes telles que :

- Des conseils scolaires dûment élus.
- Des alliances formelles entre des ONG et le

ministère de l'Éducation en faveur de l'éducation des filles.

- Des programmes communautaires de soutien aux familles pour les devoirs, et des alliances stratégiques informelles avec les chefs, les aînés et les praticiens locaux de médecine traditionnelle.

Les conseils scolaires élus

Les conseils scolaires, où siègent habituellement des parents, des représentants locaux, le principal, des enseignants et, parfois, des apprenants, peuvent voir à ce que les normes et pratiques locales fassent l'objet d'un consensus. Ces conseils ont leur importance du fait qu'ils contribuent à l'adoption de politiques concernant :

- La violence sexuelle et la sécurité des filles à l'école.
- La grossesse et l'aide à offrir aux jeunes mères après la naissance de leur bébé.
- L'égalité d'accès des garçons et des filles aux activités sportives et extrascolaires.

Quelle forme prend la participation des hommes et des femmes, ainsi que des jeunes de l'endroit, aux conseils scolaires ? Comment la participation des femmes, en particulier, peut-elle devenir un bon moyen d'aider les filles et les enseignantes ? Quelle formation est donnée aux membres des conseils scolaires concernant l'éducation des filles, la violence sexuelle et la participation de la collectivité à l'éducation des filles ? Existe-t-il des politiques d'action positive pour que tant les femmes que les hommes deviennent membres de conseils scolaires ?

Les alliances entre les ONG et le ministère de l'Éducation en faveur de l'éducation des filles

- Quelles ONG locales s'intéressent particulièrement à l'éducation des filles ?



- De quelle aide les ONG bénéficient-elles pour être en mesure de fournir les services dont le milieu scolaire a besoin ?
- Comment le dialogue entre les ONG et les écoles est-il facilité pour que leurs rapports soient harmonieux ?
- Quels mécanismes sont prévus pour que les filles puissent prendre part à ce dialogue ?
- Comment les donateurs qui financent des activités en faveur de l'éducation des filles et les ONG qui s'en occupent peuvent-ils coordonner leurs efforts ?

Les programmes locaux de soutien à la participation des filles

Dans divers pays en développement, on a mis en place dans de nombreux districts des programmes pour aider les parents à aider leurs enfants. Quand on leur explique l'importance de laisser aux filles le temps de faire leurs devoirs et les objectifs que poursuit l'école, les parents deviennent des partenaires de l'école.

- Dans quelle mesure les programmes d'éducation encouragent-ils la participation directe des parents à qui l'on explique l'importance de faire éduquer les filles, de leur permettre de se reposer et de bien s'alimenter, et de leur laisser le temps de faire leurs devoirs dans un endroit convenable ?
- Dans quelle mesure les parents et les membres de la collectivité sont-ils considérés comme des partenaires à part entière dans l'éducation de leurs fils et de leurs filles ? Existe-t-il des programmes qui aident les parents à savoir quels travaux scolaires leurs enfants sont censés faire ?

La collaboration avec les dirigeants locaux

Il est impossible de surmonter les obstacles culturels à l'éducation des filles sans faire

appel aux personnes qui contribuent le plus au maintien des valeurs sociales et culturelles de la collectivité. Il n'est pas rare que l'éducation des filles se heurte à des valeurs culturelles.

- Quels genres de rencontres, de séances de réflexion et d'information auxquels participent les écoles et les conseils locaux organise-t-on pour encourager l'éducation des filles ?
- Comment l'école peut-elle constituer des partenariats avec les femmes chargées par exemple d'établir les rites d'initiation des filles, de faire les excisions ou de voir à l'éducation sexuelle des filles ? Dans quelle mesure peut-on tirer profit de ces partenariats dans le cadre des programmes de préparation à la vie ?
- Dans quelle mesure les organisations religieuses sont-elles encouragées à appuyer l'éducation des filles ?
- Dans quelle mesure les médias locaux (radio, journaux, télévision) sont-ils encouragés à appuyer l'éducation des filles ?
- Dans les cultures où les filles ne sont pas autorisées à fréquenter l'école, celles-ci ont-elles la possibilité de recevoir l'enseignement et d'achever leurs études primaires à la maison ?

Former le personnel enseignant

Le perfectionnement du personnel enseignant constituant un aspect crucial du *Plan d'action de l'ACDI en matière d'éducation de base*, il importe de voir comment les activités de formation et de perfectionnement peuvent directement contribuer à la réussite des interventions en faveur de l'égalité des sexes en éducation. Parallèlement à la formation pédagogique axée notamment sur le programme d'études, les pratiques d'enseignement et les manuels, il convient de porter une attention particulière :



L'éducation des filles

- Au rapport complexe existant entre la vie des filles (les élèves) et celle des femmes (les enseignantes) dans le contexte scolaire.
- Au rôle que les enseignants masculins peuvent jouer en faveur de l'égalité des sexes.

Les enseignantes

Quand il est question des enseignantes, celles-ci sont trop souvent présentées sous un angle qui ne fait pas suffisamment ressortir leur qualité d'enseignantes. Par exemple, on confond souvent éducation des filles et « éducation de la nation ». L'importance accordée aux enseignantes tient au fait qu'on les considère comme de bons modèles de comportement. On se place alors uniquement dans la perspective de la politique sociale par opposition à celle des droits de la personne ou de la bonne gestion de l'éducation axée sur la consultation et la responsabilisation de tous les groupes intéressés.

Au primaire et au secondaire, les femmes représentent plus de la moitié du corps enseignant. Dans certains pays, surtout au primaire, le pourcentage de femmes est encore plus élevé. La situation des enseignantes aide beaucoup à comprendre la situation des filles à l'école.

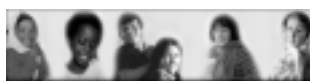
Quelles politiques spéciales d'embauche permettent de s'assurer que le corps enseignant compte des femmes ?

- Existe-t-il des politiques visant expressément à aider les femmes à devenir enseignantes ?
- Dans quelle mesure encourage-t-on les femmes à aller enseigner en milieu rural ? Il existe, par exemple, dans certains pays des stratégies de recrutement offrant entre autres des avantages sur le plan des promotions, des arrangements spéciaux de logement ou des programmes de transfert en milieu urbain.
- Quelles mesures sont prises pour augmenter le nombre de femmes qui enseignent, au

secondaire, des matières comme les mathématiques et les sciences, jusqu'ici la chasse gardée des hommes ?

Quelle forme prend la participation des enseignantes à un projet de perfectionnement ?

- Dans quelle mesure les expériences de vie des enseignantes en tant que mères, épouses, filles, tantes et travailleuses communautaires sont-elles prises en compte à l'étape de la planification du projet ?
- Les enseignantes peuvent-elles participer pleinement aux activités de projet ? Par exemple, doivent-elles parcourir de longues distances et s'éloigner de leur famille pour participer à des ateliers de perfectionnement ? Si elles ont des travaux ou des lectures à faire, quelles dispositions spéciales sont prises étant donné leurs multiples rôles ? Bénéficient-elles d'un quelconque dédommagement financier compte tenu de leurs importantes responsabilités à la maison ?
- Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à faire connaître les multiples responsabilités des femmes ?
- Dans quelle mesure les structures du projet favorisent-elles certains aspects de l'autonomisation des femmes, notamment la constitution de réseaux et le développement de la conscience communautaire ?
- Comment le projet met-il en lumière l'importance des relations intergénérationnelles (p. ex. entre les mères et leurs filles) ?
- Les décideurs sont-ils portés à voir les enseignantes comme des intervenantes clés dans la planification de l'éducation des filles ?
- Existe-t-il des politiques spéciales de promotion garantissant la pleine représentation des femmes dans la haute direction et aux postes de décision ?



- Comment faut-il configurer les modèles d'éducation à distance pour en faire des approches de perfectionnement professionnel adaptées aux besoins des apprenants ?

La formation du personnel enseignant constituant aussi un élément clé du *Plan d'action de l'ACDI en matière d'éducation de base*, il convient de se poser certaines questions quant à la situation des étudiantes dans les écoles normales :

- Empêche-t-on les étudiantes enceintes de poursuivre leurs études ?
- Les étudiantes sont-elles à l'abri du harcèlement sexuel ? Quelles sont les règles et lignes de conduite existantes à cet égard ? Les problèmes de harcèlement sexuel et de violence sexuelle risquent-ils d'avoir des répercussions sur les pratiques d'enseignement, les notes, la persévérance et l'avancement ?
- De quelle aide bénéficient les étudiantes qui ont besoin de soins de santé et de counseling ?

Les enseignants

Tout programme d'action en faveur des filles doit faire une place aux enseignants masculins et à l'importante contribution qu'ils peuvent apporter à l'égalité des sexes à l'école. La poursuite de l'égalité des sexes n'est pas uniquement l'affaire de femmes qui veulent faire changer les choses : les hommes qui enseignent peuvent jouer un rôle proactif à l'école et dans la collectivité en parlant de masculinité et de la situation des garçons.

- Existe-t-il des politiques ou des programmes qui encouragent les hommes à enseigner dans les premières années au primaire afin que les garçons aient des modèles de comportement masculin ?

- Dans les programmes de perfectionnement ou de formation des enseignants, est-il question de masculinité et de l'éducation des garçons ?

Compte tenu de la multiplication des cas d'exploitation sexuelle de filles par des enseignants qui abusent de leur pouvoir et de leur autorité en classe, il est indispensable d'accorder toute l'attention voulue à ce problème.

- Des mesures spéciales sont-elles prises pour faire savoir aux enseignants que le harcèlement sexuel et la violence sexuelle ne sauraient être tolérés ? Par exemple, existe-t-il une stratégie de communication pour renseigner les apprenants, les enseignants et les administrateurs sur leurs responsabilités ? En existe-t-il une pour faire connaître leurs droits aux élèves ?
- Existe-t-il une loi faisant de la violence sexuelle à l'école un acte illégal plutôt qu'une simple violation d'un code de conduite ?
- Dans quelle mesure les enseignants prennent-ils part à l'établissement et au suivi de programmes de sensibilisation de la profession au problème de la violence sexuelle à l'école ?

Modifier les pratiques pédagogiques

Les relations qu'entretiennent apprenants et enseignants jouent un rôle crucial dans l'éducation des garçons et des filles. Ce n'est pas toujours dans les leçons ni dans les manuels scolaires (quand il y en a) que les enfants apprennent à s'affirmer et à se faire accepter et écouter. Cet apprentissage se fait aussi souvent en dehors des heures de classe proprement dites (à la récréation, avant et après la classe, etc.).

Tout le monde s'entend pour reconnaître que dans de nombreuses écoles, les filles et les garçons ne sont pas sur un pied d'égalité; pour que les choses changent, il faut parfois traiter les unes et les autres de manières différentes. À l'école, les filles pensent souvent qu'elles sont inférieures aux garçons, que leurs idées et leurs expériences sont moins importantes, et qu'elles ont intérêt à se taire, à se faire très discrètes et à se montrer obéissantes. Cette attitude leur est inspirée par différentes pratiques culturelles (familiales, sociales, religieuses) que vient trop souvent renforcer l'école. D'après les données recueillies dans de nombreux pays, les enseignants, hommes et femmes, ont tendance à privilégier les garçons par rapport aux filles :

- Ils ont tendance à confier des responsabilités aux garçons, et des tâches d'entretien aux filles.
- Ils choisissent les moniteurs d'abord parmi les garçons.
- Ils interrogent plus souvent les garçons que les filles.
- Ils attendent davantage des garçons que des filles sur le plan intellectuel.



© Photo ACDI : Cindy Andrew

- Ils consacrent dans l'ensemble beaucoup plus de temps aux garçons qu'aux filles tant sur le plan de l'enseignement que sur celui de la discipline.
- Ils félicitent, corrigent, aident ou critiquent davantage les garçons, ce qui les aide à mieux réussir que les filles.
- Quand une fille parle, ils sont plus portés à lui dire de lever la main que s'il s'agit d'un garçon.

Pour compenser, l'école se doit d'adopter des pratiques propres à assurer la prise en compte des besoins des filles.

En classe :

- Les enseignants donnent-ils aux filles l'occasion de répondre aux questions ? Il leur suffirait parfois de laisser s'écouler un peu de temps au lieu de récompenser la première personne qui lève la main plutôt que celle qui prend le temps de réfléchir.
- Les enseignants pensent-ils à se servir d'exemples que peuvent comprendre aussi bien les filles que les garçons ? Ainsi, dans une leçon de mathématiques, on peut enseigner les unités de volume en parlant de préparation des aliments, ce que comprendront aussi bien les garçons que les filles.
- Les exemples donnés se rapportent-ils à un sexe plus qu'à l'autre ? Par exemple, les enseignants parlent-ils uniquement des médecins, des principaux ou des scientifiques au masculin, ou s'attachent-ils à maintenir un certain équilibre ?
- Les modèles dont les élèves sont invités à s'inspirer sont-ils aussi bien masculins que féminins ? Par exemple, une femme travaillant dans les domaines de l'eau ou de l'agriculture pourrait être invitée à parler de son expérience dans le cadre d'un cours de sciences.

- Les élèves ont-ils l'occasion de travailler deux par deux ou en petits groupes, tantôt en séparant garçons et filles, tantôt en formant des groupes mixtes ? Quand les groupes ne sont pas mixtes, il y a moins de risques de conflits, et les élèves ont habituellement le temps de s'exprimer, ce qui facilite leur apprentissage.
- Les enseignants donnent-ils aux élèves l'occasion de prendre part à des activités participatives (plutôt que compétitives), par exemple en constituant de petits groupes de réflexion ?

À l'extérieur :

- Étant donné que les filles ont souvent des tâches ménagères à accomplir, pourrait-on réserver une période aux devoirs à l'école ?
- Les enseignants confient-ils à des filles des responsabilités normalement réservées aux garçons ? Demandent-ils aussi souvent aux

garçons qu'aux filles de participer à l'entretien du local ?

- Les filles ont-elles autant le temps de jouer que les garçons ? Comment peut-on faciliter aussi le jeu chez les filles ? Peut-on leur laisser autant de temps qu'en ont les garçons sur le terrain de jeu ? Peut-on faire un effort pour constituer des équipes de filles ?

L'aide aux enseignants :

- La direction de l'école fournit-elle aux enseignants le temps et les ressources nécessaires pour se renseigner sur les pratiques pédagogiques adaptées aux besoins des filles ?
- L'école offre-t-elle aux enseignants des ateliers qui les aident à voir si leur façon d'enseigner est sexiste ?
- Met-on à la disposition des enseignants des ressources qui leur permettent de voir comment ils privilégient les garçons par rapport aux filles ?



© Photo ACIDI : Cindy Andrew

Adapter les programme d'études

Dans bien des pays, les programmes d'études ont toujours comporté des stéréotypes sexuels intrinsèques. On encourageait moins les filles que les garçons à bien réussir en mathématiques, en sciences ou en technologie, par exemple, et également moins les garçons à s'appliquer dans des matières comme la lecture et l'écriture, ou les soins aux enfants. Parallèlement, on poussait filles et garçons à étudier dans des domaines leur étant normalement réservés, par exemple en économie familiale dans le cas des filles, ou en menuiserie dans celui des garçons. Bien sûr, les choses évoluent, dans la mesure où les filles et les femmes sont encouragées à étudier en mathématiques et en sciences. Mais, par-dessus tout, on se rend mieux compte que les matières enseignées peuvent être adaptées aux deux sexes. Ce travail d'intégration peut prendre diverses formes :

- La recherche d'exemples de stéréotypes sexuels dans les manuels scolaires.
- La révision de la matière enseignée et du matériel pédagogique afin de voir comment tenir compte des intérêts et aptitudes des garçons comme des filles.

Les manuels scolaires

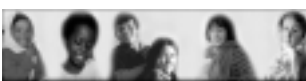
Dans les pays en développement, la question des manuels scolaires revêt un caractère délicat, surtout à l'heure où les donateurs se demandent s'il y a assez de matériel pédagogique et si celui-ci est adapté aux besoins.

Parfois, il y a si peu de manuels, sexistes ou non, que le bon sens dicte de se servir de ceux que l'on a. Quand il n'y a que quelques manuels, on peut aussi se demander à qui ils sont remis. Par ailleurs, il est important d'examiner soigneusement les manuels pour y chercher les stéréotypes sexuels. Il est également possible de sensibiliser les enseignants et les apprenants

au caractère sexiste du matériel pédagogique en les faisant participer à des analyses des rôles masculins et féminins.

Au moment de préparer de nouveaux manuels ou d'examiner les manuels dont on se sert déjà, il faut se poser entre autres les questions suivantes :

- Trouve-t-on dans les manuels des images d'hommes et de femmes ou de garçons et de filles qui se livrent eux-mêmes à des activités au lieu d'être de simples spectateurs ou assistants ?
- Trouve-t-on des images de filles et de femmes qui exercent des activités traditionnellement réservées aux hommes (conductrice de camion, médecin, principale, etc.) ?
- Trouve-t-on des images de garçons et d'hommes exerçant des activités traditionnellement réservées aux femmes (prendre soin de jeunes enfants ou leur enseigner, s'acquitter de tâches ménagères, etc.) ?
- Les exemples cités peuvent-ils s'appliquer aussi bien aux filles qu'aux garçons et les intéresser autant ou existe-t-il au moins un certain équilibre ? Par exemple, les problèmes dont on parle ont-ils un rapport avec ceux que vivent les élèves au quotidien ?
- Certains exemples sont-ils choisis pour illustrer les difficultés qu'éprouvent les filles ? Par exemple, est-il question de filles courageuses à qui l'on dit qu'elles ne « peuvent » faire certaines choses ? Parle-t-on des obstacles auxquels des femmes comme Marie Curie et d'autres scientifiques se sont heurtées ?
- En littérature, les auteurs proposés sont-ils aussi bien des femmes que des hommes ?
- Emploie-t-on une terminologie s'appliquant aux deux sexes ? Est-ce que les emplois sont désignés d'une manière générique (p. ex. agent de bord plutôt qu'hôtesse de l'air) ?



L'enseignement des différentes matières

Dans certaines matières, l'enseignement ne doit pas être uniquement non sexiste. Il doit compenser l'absence de modèles d'identification et les pratiques bien ancrées qui ont jusqu'ici restreint les aspirations des filles comme des garçons.

Un enseignement des sciences qui tient compte des différences entre les sexes

Il faut montrer aux filles que les femmes peuvent être des scientifiques, et que les sujets traités s'appliquent à elles. On peut aborder la question de façon directe, en choisissant dans l'histoire ou l'actualité des exemples de femmes scientifiques, ou encore parler de sujets ayant un rapport avec la santé, la famille ou l'environnement — qui devraient intéresser autant les garçons que les filles —, en veillant à bien décrire le contexte. Aux manuels peut s'ajouter du matériel pédagogique local et l'on peut aussi, cela va de soi, inviter des femmes scientifiques de l'endroit à venir parler de leur travail (p. ex. en agriculture, en gestion de l'eau ou en médecine). Il faut également que soient expliquées les raisons pour lesquelles les femmes étaient autrefois exclues du domaine des sciences.

Un enseignement des mathématiques qui tient compte des différences entre les sexes

D'après de récentes recherches, les filles ont de meilleures chances d'avoir de bonnes notes en mathématiques quand on leur demande de chercher la solution à un problème en petit groupe plutôt que si on leur pose individuellement la question, dans un climat de compétition. Il semble également que les exemples concrets conviennent mieux aux garçons comme aux filles que les exemples abstraits, et qu'il vaut mieux à tout le moins bien doser les problèmes abstraits et les problèmes concrets.

Citons entre autres approches centrées sur l'apprenant le travail d'équipe, le recours à des exemples concrets, et l'entraide. Pour encourager la participation générale, on peut aussi prévoir des jeux en classe, tels que les échecs et les dames. Dans certains milieux scolaires, il est préférable de constituer des groupes séparés de garçons et de filles afin de tenir compte du fait que les filles et les garçons peuvent avoir eu des expériences de socialisation différentes et qu'il peut être difficile de former des groupes mixtes.

Un enseignement de la littérature qui tient compte des différences entre les sexes

Il est important que les textes choisis (romans, poèmes, pièces de théâtre) parlent autant de femmes que d'hommes, et qu'ils soient l'œuvre aussi bien de femmes que d'hommes. Il ne suffit pas que les personnages masculins et féminins soient également représentés; il faut aussi qu'il y ait de nombreuses héroïnes et femmes protagonistes, un choix qui importe autant pour les garçons que pour les filles. Les travaux et les questions doivent servir davantage à savoir ce que pensent les élèves qu'à simplement vérifier leur niveau de compréhension.

Éliminer la violence sexuelle

La violence sexuelle constitue un important obstacle à l'éducation des filles. Au phénomène de la « peur à l'école » dans les écoles sud-africaines dont fait état l'organisation Human Rights Watch s'ajoutent des douzaines d'études de cas et d'exemples illustrant la gravité de la situation dans bien d'autres régions d'Afrique australe et dans les Antilles. On raconte que des enseignants devenus prédateurs sexuels forcent les filles à avoir des relations sexuelles avec eux en échange de bonnes notes, d'une promotion ou de biens matériels, ou encore que des filles sont victimes de viols commis par des bandes de garçons, ou doivent subir sarcasmes

et insultes sur le chemin de l'école. La pauvreté, le mépris à l'égard des filles et des femmes et l'acceptation générale de telles pratiques nuisent tous à l'égalité de traitement des filles et des garçons à l'école. Cela, c'est sans compter le risque que courent les filles de devenir enceintes ou d'être infectées par le VIH.

- A-t-on fait une analyse de la situation de la violence sexuelle à l'école ou à l'échelle du district ?
- Qu'arrive-t-il aux filles enceintes ? Leur permet-on de continuer à fréquenter l'école jusqu'à l'accouchement ? Peuvent-elles y retourner après ?
- Des mesures sont-elles prises à l'échelle nationale, régionale ou locale et dans les écoles pour lutter contre la violence sexuelle, par exemple en affichant ou en distribuant des descriptions des droits de chacun à la sécurité en milieu scolaire, et de la marche à suivre pour présenter une plainte ? Les prédateurs font-ils l'objet de poursuites judiciaires ?
- Un mécanisme est-il prévu pour renseigner les enseignants et enseignantes et les élèves sur leurs droits ? A-t-on expressément dit aux enseignants qu'il leur est interdit d'avoir des relations sexuelles avec leurs élèves ?
- Le conseil scolaire ou local fait-il un effort particulier pour savoir si les filles sont exposées à certains dangers ?
- L'école ou le district dispose-t-il de données statistiques sur la violence sexuelle ?
- Des services de counseling sont-ils offerts aux filles victimes de violence sexuelle ?
- Quels services médicaux sont offerts aux filles, surtout au regard du risque qu'elles courent de devenir enceintes ou d'être infectées par le VIH ?

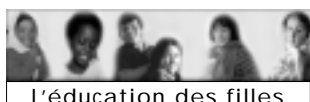
Il faut prendre en compte la notion de « masculinité » là où il y a une forte incidence de violence sexuelle et d'infection par le VIH.

- Dans quelle mesure des hommes participent-ils à l'élaboration de programmes d'analyse des causes profondes de la violence masculine (p. ex. au sein d'organisations internationales comme Men for Change) ?
- Dans quelle mesure parle-t-on de « masculinité » dans les modules ou ateliers sur la violence sexuelle ? L'école ou la collectivité offre-t-elle aux garçons et aux hommes des activités qui les aident à comprendre le problème de la violence sexuelle ? Dans quelle mesure les écoles collaborent-elles avec des clubs de jeunes pour que ceux-ci offrent des activités axées sur la non-violence et la paix ?

S'attaquer au problème du VIH/sida

Le VIH/sida représente davantage qu'un problème de santé. La pandémie a des répercussions et doit être prise en compte dans tous les secteurs du développement, y compris celui de l'éducation. Dans ce secteur, les incidences catastrophiques de la maladie dans les pays ou régions le plus touchés pourraient se faire sentir à l'échelle de la planète. On voit des jeunes obligés de quitter prématurément l'école pour s'occuper de leur famille ou subvenir à ses besoins. Les enseignants meurent trop vite pour que l'on puisse tous les remplacer. Par ailleurs, l'éducation joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pandémie. Elle est le meilleur moyen de renseigner les jeunes et de leur faire acquérir les habiletés dont ils ont besoin pour se protéger et se soigner, ainsi que leur famille.

Le visage de l'épidémie est de plus en plus féminin. En Afrique subsaharienne, la région la plus durement touchée, les femmes sont plus nombreuses à être infectées que les



hommes, une situation que devraient bientôt connaître d'autres régions. Les femmes sont souvent plus vulnérables au virus que les hommes sur les plans physiologique et social, les filles l'étant malheureusement encore plus par rapport aux garçons. Si les responsables de la lutte mondiale contre l'épidémie commencent à saisir l'importance de l'égalité des sexes, il reste encore beaucoup à faire sur ce plan. Les mesures en faveur de l'égalité des sexes varient d'un pays et d'un endroit à l'autre. Dans les interventions axées sur l'éducation des filles, il est indispensable de tenir compte du VIH/sida afin que les filles puissent acquérir les connaissances et les habiletés pouvant leur permettre de se protéger et de faire respecter leurs droits.

La vulnérabilité physiologique et sociale des femmes

- Les femmes d'Afrique subsaharienne sont généralement infectées à un bien plus jeune âge que les hommes. En certains endroits, les taux d'infection chez les adolescentes sont cinq fois plus élevés que les taux d'infection chez les garçons du même âge.
- Pour des raisons physiologiques, le VIH se transmet beaucoup plus facilement de l'homme à la femme que l'inverse. Les filles sont encore plus exposées avant leur maturité sexuelle.
- L'initiation sexuelle des jeunes femmes consiste souvent à avoir des relations sexuelles avec des hommes plus âgés qu'elles, donc qui risquent d'être porteurs du virus en raison de leur expérience sexuelle. Dans un tel rapport de pouvoir, les jeunes femmes sont souvent incapables de négocier pour que les relations sexuelles soient sans risque.
- Les hommes préfèrent souvent avoir des relations sexuelles avec de jeunes femmes présumées vierges, donc non infectées.

Certains croient à tort qu'avoir des relations sexuelles avec une vierge les guérira du sida.

- Si répandue qu'elle soit, la violence sexuelle à l'endroit des femmes est un sujet tabou.
- Il n'est pas rare que la société encourage les jeunes hommes à multiplier les aventures sexuelles, voire à adopter un comportement prédateur, ce qui expose leurs partenaires au risque d'être infectées par le VIH.
- Il n'est pas rare que la société encourage les femmes à faire preuve d'« innocence » en matière sexuelle. Les jeunes femmes ne possèdent donc ni les connaissances ni l'assurance nécessaires pour se protéger contre l'infection par le VIH.
- Largement acceptée sur le plan culturel, la multiplicité des partenaires sexuelles des hommes nuit à l'efficacité des messages de prévention.
- Ce sont surtout les femmes et les filles qui s'occupent des malades dans leur famille, ce qui explique les taux élevés d'absentéisme ou d'abandon scolaire chez les filles.
- Pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, les femmes et les filles doivent souvent se livrer au commerce du sexe.
- Il est fréquent que les femmes et les filles ne jouissent pas de l'égalité d'accès aux services de santé et aux services sociaux, ce qui les prive des soins médicaux ou des connaissances et habiletés dont elles auraient besoin pour se protéger et se soigner.

Les écoles face au VIH/sida

Vu leur rôle dans la société, les écoles sont bien placées pour intervenir face aux taux élevés d'infection par le VIH. Elles peuvent sensibiliser les personnes les plus vulnérables, et celles qui ont le plus d'importance pour la collectivité — les enfants et les jeunes. Elles

peuvent également leur faire acquérir les habiletés et les connaissances qui les aideront à se protéger. Malheureusement, il existe des obstacles à ce genre d'intervention :

- Selon de récentes études sur la violence sexuelle, les enseignants eux-mêmes sont parfois responsables du problème par leur contribution à la forte incidence de la violence sexuelle à l'école.
- Enseignants et enseignantes se sentent trop mal à l'aise pour bien conseiller leurs élèves en matière de santé sexuelle.
- Habités à être autoritaires, ils ne possèdent pas nécessairement les talents pédagogiques qui pourraient faciliter des discussions franches et ouvertes adaptées aux besoins des élèves.
- Les écoles et les enseignants peuvent ne pas se sentir autorisés à renseigner les élèves sur n'importe quoi. Si les apprenants ont droit à l'information la plus complète, il reste qu'en raison des pressions du milieu, les écoles recommandent uniquement l'abstinence comme moyen de prévention et n'autorisent pas leur personnel à parler du condom ni de pratiques sexuelles sans risque.
- Pour que les programmes de prévention de l'infection par le VIH et de sensibilisation au sida qui s'adressent aux jeunes soient efficaces, ceux-ci doivent de toute évidence avoir été préalablement consultés. Les écoles sont souvent mal placées pour juger des meilleures interventions à privilégier en pareilles circonstances.

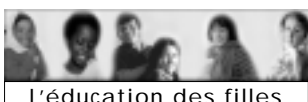
En ce qui concerne la prise en compte du VIH/sida dans le contexte des interventions en faveur de l'éducation des filles, il convient de se poser les questions suivantes :

- Comment peut-on intégrer l'éducation au VIH/sida dans les programmes d'études ?

- Comment peut-on amener les écoles à reconnaître le fait que les enfants (surtout les filles) doivent souvent s'occuper de parents malades ou de jeunes frères ou sœurs orphelins, et à s'y adapter ?
- Quel genre de formation faut-il donner aux enseignants pour qu'ils soient en mesure de discuter de santé sexuelle, notamment du VIH/sida, avec leurs élèves ?
- Quelles démarches convient-il de faire auprès des autorités locales en faveur de programmes de santé sexuelle adaptés à la clientèle scolaire ?
- Dans quelle mesure les écoles collaborent-elles avec des ONG locales dans un cadre adapté à la culture des jeunes ? Le matériel et les activités prennent-ils en compte les besoins des filles ?
- De quelle aide les filles enceintes bénéficient-elles pour protéger leur santé et celle de leur enfant ?



© Photo ACIDI : Peter Bennett



- Quel rôle important les cliniques pour jeunes rattachées aux écoles peuvent-elles jouer du fait qu'elles se trouvent sur place, au même endroit que les élèves, et qu'elles n'ont pas à se plier aux consignes de l'école qui interdisent la diffusion de renseignements utiles sur la prévention et la sensibilisation ?
- Se sert-on de termes comme « négociation » dans les cours de préparation à la vie ? Ce terme donne trop souvent l'impression que la décision d'avoir ou non des relations sexuelles est prise autant par les filles que par les garçons. S'il est important d'offrir aux filles des activités qui les aident à parler de leur corps et à exprimer leurs besoins et leurs désirs, le terme « négociation » peut laisser entendre qu'une fille est libre d'avoir ou non des relations sexuelles dans un contexte social donné.
- Là où la violence sexuelle et l'infection par le VIH sont répandues, il convient de se pencher simultanément sur la prévention du sida et sur le problème de la violence sexuelle.
- Les écoles doivent comprendre que leur rôle au regard de l'enseignement centré sur l'apprenant les prépare bien à répondre à certains besoins d'information de leurs élèves, garçons et filles, en matière de santé.
- Quand cela est possible, les écoles doivent, en étroite collaboration avec les autorités sanitaires, trouver des façons de prodiguer aux élèves, en particulier aux filles, des conseils adaptés à leurs besoins.
- Comment les écoles doivent-elles s'y prendre pour former de solides partenariats avec la collectivité de manière que les jeunes soient informés de tous les choix qui s'offrent à eux en matière de pratiques sexuelles sans risque ?

Prévoir un environnement et un emplacement répondant aux besoins des filles

Quand il incombe aux familles d'assumer les coûts de l'éducation, les plus pauvres calculent souvent que l'investissement est moins rentable dans le cas d'une fille que dans celui d'un garçon. Si ce facteur peut se révéler déterminant au moment de décider qui ira ou n'ira pas à l'école, d'autres facteurs jouent également. Par exemple, les parents s'inquiètent beaucoup de savoir si l'emplacement de l'école (sa proximité) et l'environnement matériel et social que l'on y trouve garantissent ou non la sécurité de leurs enfants, surtout de leurs filles. S'ils estiment la situation inacceptable, ils garderont leurs filles à la maison.

Il importe donc que les interventions en faveur de l'accès accru des filles à l'éducation tiennent compte de l'environnement scolaire, dans lequel les filles doivent se sentir en sécurité une fois sur place. L'incidence très élevée du harcèlement sexuel de la part des élèves et des enseignants de sexe masculin explique en partie la méfiance actuelle des parents à l'endroit du système scolaire. Dès que leurs filles atteignent la puberté, les parents les retirent souvent de l'école de crainte de les exposer au risque d'une grossesse non souhaitée, qu'ils estiment être bien réel.

Étant donné que les parents croient généralement aux avantages de l'éducation, il existe effectivement une demande. Le problème tient donc à la disponibilité des écoles, c'est-à-dire à leur nombre, à leur proximité et à leur viabilité.

Voici quelques pistes de réflexion pouvant faciliter l'élaboration de programmes d'éducation dans un environnement propice.

- Il faudra ouvrir de nouvelles écoles. Au moment de choisir leur emplacement, il faut se dire que plus la distance à parcourir sera longue, plus les parents craindront pour la sécurité de leur fille sur le chemin de l'école. Il faut renforcer les systèmes d'information afin que ce facteur soit pris en considération dans la planification et la gestion de nouvelles écoles. En général, l'école de village à classe unique constitue une bonne solution. Si la population locale est invitée à s'engager, s'il y a prise en charge locale de l'école, la confiance dans sa mission en est accrue d'autant.
- Que les filles aient atteint ou non la puberté, tant les parents que les filles tiennent à ce que l'école soit dotée de latrines réservées aux filles. Si les élèves sont pensionnaires, les dortoirs des filles et des garçons doivent être séparés. Dans certains pays, on juge préférable d'avoir des écoles réservées aux filles.
- Il importe, nous le répétons, que le corps enseignant compte davantage de femmes. Les parents entretiennent des craintes légitimes au sujet du lien existant entre l'environnement scolaire et l'incidence du harcèlement sexuel par les enseignants. L'augmentation du nombre d'enseignantes, une solution évidente, a aussi l'avantage de multiplier les modèles de rôles féminins.
- Enfin, il faut faire adopter des règlements adaptés aux besoins des filles. Il faut aussi que les écoles offrent des services de santé sexuelle et d'éducation sexuelle à leurs élèves, et qu'elles lèvent l'interdiction faite aux filles enceintes et aux jeunes mères de poursuivre leurs études.

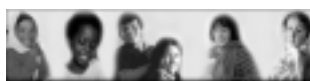
QUELS SONT LES ASPECTS LES PLUS IMPORTANTS DE L'ÉVALUATION ET DU SUIVI ?

L'intégration de l'éducation des filles dans la chaîne des résultats

Pour que l'ACDI et ses partenaires puissent vraiment aider les pays partenaires à atteindre leurs objectifs d'égalité des sexes dans le domaine de l'éducation, il importe de mettre l'accent sur la poursuite de résultats qu'il est possible d'atteindre dans le cadre d'interventions comportant des intrants et des effets réalistes et tenant compte des facteurs de risque. Il importe également de bien choisir le responsable du suivi de l'égalité des sexes.

Les intrants

- Tenue d'ateliers à l'intention de représentants des ministères et districts sur la vérification des différences entre les sexes : collecte de données ventilées par sexe sur les caractéristiques structurelles des organisations ainsi que sur les taux de scolarisation et de réussite scolaire.
- Tenue d'ateliers sur la violence sexiste et la sensibilisation aux différences entre les sexes.
- Programmes de formation à l'intention des personnes ressources dans le domaine de l'égalité des sexes.
- Tenue de rencontres où différentes personnes intéressées discutent d'un problème particulier.
- Mise à l'essai du matériel pédagogique.
- Élaboration d'un document de réflexion sur l'égalité des sexes dans l'embauche.
- Création d'un groupe de travail sur l'éducation des filles.



- Tenue d'une conférence régionale portant sur les pratiques exemplaires et les enseignements tirés de l'expérience en matière d'éducation des filles.

Les faits

Les rapports

S'il faut plus que des chiffres, ceux-ci n'en sont pas moins indispensables. Tous les rapports doivent normalement comporter des données ventilées par sexe sur toutes les activités de programme.

- Décrire les grands thèmes et enjeux relatifs à l'éducation des filles dans toutes les activités, et en faire le suivi. Par exemple, dans un rapport de séances de formation sur l'évaluation des activités d'éducation sur le plan des effets, mentionner les sujets portant sur les inégalités et décrire les mesures de suivi prévues.
- Décrire la participation aux activités de programme d'un large éventail de partenaires, de personnes intéressées, d'ONG et d'autres intervenants, et en faire le suivi. La permanence constituant un élément clé en planification sectorielle, il faut qu'un grand nombre d'organisations s'intéressent aux enjeux, d'où le besoin de rendre compte de leur participation.
- Décrire la mise en application des politiques touchant l'éducation des filles et en faire le suivi. S'il est bon de connaître la contribution des activités et des ressources au dialogue sur les politiques, il est bon également de savoir comment celles-ci sont mises en application.

Les sources des données

Outre les sources habituelles, il est utile de prévoir :

- Des rencontres auxquelles participent des filles et des femmes, où l'on veille à ce que soient bien comprises les répercussions des activités sur l'éducation des filles dans leur quotidien.
- Un examen des documents de politique.
- Un examen des textes de communication tels que les documents de campagnes auprès des médias, qui rendent compte du travail d'information et de mobilisation fait au nom des filles.

Les facteurs de risque

De nombreux problèmes et facteurs de risque sont liés à la gestion des projets et des programmes, que ceux-ci soient ou non directement axés sur l'égalité des sexes. Dans le domaine de l'éducation, les projets et programmes qui visent indirectement l'égalité des sexes sont habituellement classés sous les grandes rubriques « perfectionnement des enseignants », « réforme du programme d'études », « gestion de l'éducation » et « renforcement institutionnel ». Les problèmes tiennent en partie aux facteurs suivants :

- Il n'est pas toujours facile de convaincre les pays partenaires du bien-fondé de l'affectation de ressources particulières à l'égalité des sexes, surtout quand on sait que les attitudes évoluent lentement, et que les résultats sont difficiles à mesurer.
- Les gens pensent parfois que l'« intégration de l'égalité des sexes » se ramène simplement à prévoir quelques activités axées sur l'égalité des sexes, sans plan ni ressources affectées à cette fin.
- Même le personnel des organismes d'exécution, Canadiens ou autres, affecté aux projets ne comprend pas toujours pleinement les défis que pose l'intégration de l'égalité des sexes, d'où son incapacité de

convaincre et d'appuyer le pays partenaire. La situation est pourtant loin d'être idéale au Canada, où il reste encore beaucoup à faire pour que garçons et filles se retrouvent sur un pied d'égalité en matière d'éducation.

- Souvent jeunes, les responsables de l'égalité des sexes, surtout dans le pays partenaire, sont mal payés et occupent des postes de niveau subalterne par rapport à d'autres spécialistes au sein du personnel. Ils n'ont donc pas beaucoup accès aux décideurs au sein de la haute direction.
- Les spécialistes de l'égalité des sexes sont en majorité des femmes. Cette situation, qui a l'avantage de créer des débouchés pour les femmes, n'en perpétue pas moins l'idée que l'égalité des sexes est le domaine des femmes, ainsi que la marginalisation des questions intéressant les femmes. Par ailleurs, vu la visibilité de l'égalité hommes-femmes dans certains pays, les personnes qui excellent dans ce domaine sont appelées à accéder à des postes de niveau supérieur, d'où le taux élevé de roulement du personnel et le besoin de constituer des équipes de spécialistes pour que la relève soit assurée.
- La coordination des questions d'égalité des sexes s'ajoute souvent aux responsabilités assignées au titulaire d'un poste permanent au sein de l'organisation.
- On pense souvent que le spécialiste de l'égalité des sexes sait tout sur la problématique hommes-femmes. Or le savoir d'un tel spécialiste ne peut remplacer celui d'un spécialiste de l'éducation dans le cadre d'un projet d'éducation des filles.

Le suivi des interventions

La personne ou l'équipe appelée à faire le suivi d'un projet ou d'un programme sur le plan de l'éducation des filles doit posséder certaines connaissances spécialisées :



© Photo ACIDI : Roger LeMoyné

- Elle a une certaine expérience théorique et pratique des domaines des relations hommes-femmes et de l'éducation.
- Idéalement, elle peut analyser du point de vue des femmes les facteurs économiques et sociaux liés aux écarts de pouvoir.
- Elle comprend bien les principaux obstacles à la scolarisation des filles, de même que les différentes stratégies associées aux interventions en faveur des filles.
- Elle est sensibilisée aux facteurs de risque propres à ce genre d'interventions, et à leurs particularités dans différents contextes culturels.
- Elle connaît bien les données ventilées par sexe, la dimension hommes-femmes dans un contexte organisationnel de même que les



L'éducation des filles

conventions et documents de programme internationaux sur l'éducation et l'égalité des sexes (p. ex. la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, l'examen Beijing + 5, la campagne de l'Éducation pour tous).

L'équipe doit à tout prix connaître le contexte culturel (juridique, religieux, politique) dans lequel évoluent les filles et les femmes. Par exemple, les premières activités à privilégier varieront beaucoup selon que les filles et les femmes vivent dans une région musulmane,

dans une zone de guerre ou dans un pays où la violence sexuelle est répandue. Dans certains contextes, le problème n'est pas tant de faciliter la scolarisation des filles (il peut même y avoir plus de filles que de garçons à l'école), que de cerner les perspectives sociales : qui sont les décideurs et les dirigeants dans le pays en question ? Quels choix s'offrent aux femmes une fois leurs études terminées ? En général, quels sont les écarts économiques et de pouvoir entre les sexes ?

VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS ?

Si vous avez besoin d'en savoir plus, la consultation des sources (adresses Internet, organisations, livres et autres documents) énumérées ci-après devrait vous être utile. Nous les avons classées dans les catégories suivantes :

L'éducation de base

L'égalité des sexes

L'éducation des filles dans le contexte du développement

Le suivi et l'intégration de l'égalité des sexes

L'égalité des sexes et les programmes scolaires

Les enseignantes

La violence sexuelle

Les différences entre les sexes en éducation et le VIH/sida

L'éducation de base

CANADA. AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL. *Plan d'action de l'ACDI en matière d'éducation de base*, Canada, 2002.

UNESCO. *Education for All: Is the world on track?*, France, 2002.

UNESCO. *Gender Equality in Basic Education*, France, 2002.

L'égalité des sexes

CANADA. AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL. *Politique de l'ACDI en matière d'égalité entre les sexes*, Canada, 1999.

HULTON, L., et D. FURLONG. *Gender Equality in Education: A Select Annotated Bibliography*, DFID Education Division, Bibliography No. 10. Sussex, BRIDGE – development-gender, Institute for Development Studies, 2001. Internet : www.ids.ac.uk/bridge/reports/bb10edw2.doc

UNIFEM. *Le progrès des femmes à travers le monde 2000 – UNIFEM Rapport biennal*, New York, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, 2000.

L'éducation des filles dans le contexte du développement

BROCK, C., et N. K. CAMMISH. *Factors Affecting Female Participation in Education in Seven Developing Countries*, éd. rév., Londres, Department for International Development, 1998, « Education Research Series », n° 9.

COLCLOUGH, C., P. ROSE et M. TEMBON. « Gender Inequalities in Primary Schooling: The Roles of Poverty and Adverse Cultural Practice », *International Journal for Educational Development*, vol. 20, n° 1 (2000), p. 5-28.

FORUM FOR AFRICAN WOMEN EDUCATIONALISTS. Cinq documents dans Internet : *What is FAWE?; Educating our Daughters: The Key to the Future; ABCs of Gender Analysis; Girls' Education: An Agenda for Change; Girls' Academic Achievement: The Untold Story*, 1999.

HYDE, K. A. L., et S. MISKE. *L'Éducation pour tous : Bilan à l'an 2000 – Études thématiques : L'éducation des filles*. Rapport provisoire préparé en vue du Forum consultatif international sur l'éducation pour tous qui a eu lieu à Dakar, au Sénégal, du 26 au 28 avril 2000.

KANE, E. *Seeing for Yourself: Research Handbook for Girls' Education in Africa*, Washington, Banque mondiale, 1995.

LEACH, F. « Gender implications of development agency policies on education and training », *International Journal of Educational Development*, vol. 20 (2000), p. 333-347.

MISKE, S., et D. VAN Belle-PROUTY. *Schools Are For Girls Too: Creating an Environment of Validation*, USAID, Bureau for Africa, Office of Sustainable Development, 1997, SD Technical Paper No. 41.

O'GARA, C., et coll. *More, But Not Yet Better: An Evaluation of USAID's Programmes and Policies to Improve Girls' Education*, Washington, USAID, 1999, USAID Program and Operations Assessment Report No. 25.

RAHMAN, Z. H. « Non-Formal Primary Education: A Gender-Based Programme », *Gender and Management Issues in Education: An International Perspective*, sous la direction de P. DRAKE et de P. OWEN, Stoke-on-Trent, Trentham Books, 1998, p. 67-77.

SWAINSON, N., et coll. *Promoting Girls' Education in Africa: The Design and Implementation of Policy Interventions*, DFID, 1998, Education Paper No. 25.

THODY, A., et E. S. M. KAABWE. *Educating Tomorrow: Lessons from Managing Girls' Education in Africa*, Cape Town, Juta and Co., 2000.

UNICEF. *Accelerating progress on girl's education: towards robust and sustainable outcomes*, New York, 2002.



WAZIR, R. « Making a Difference: NGO Strategies Revisited », *The Gender Gap in Basic Education: NGOs as Change Agents*, New Delhi, Sage Publications, 2000.

Le suivi et l'intégration de l'égalité des sexes

DFID. *Gender Equality Mainstreaming Information Resource*, 1999. Internet : genie.ids.ac.uk/gem/

KABIRA, W. M., et M. MASINJILA. *ABC of Gender Analysis*, Nairobi, Forum for African Women Educationalists, 1997.

LEO-RHYNIE, E. *Gender Mainstreaming in Education: A Reference Manual for Governments and Other Stakeholders*, Londres, Commonwealth Secretariat, 1999, « Gender Management System Series ».

OCDE. CAD. *Gender Equality in Sector Wide Approaches – A Reference Guide*, juin 2002.

_____. CAD. *Inventory on Mainstreaming Gender Equality: Overall Report, Parts I and II*, préparé pour le CAD de l'OCDE par le Nordic Consulting Group, mars 1998.

SEEL, Amanda, et Amanda GIBBARD. *Mainstreaming Gender Through Sector Wide Approaches in Education – Uganda Case Study*, Londres, Centre for Aid and Public Expenditure, Overseas Development Institute, octobre 2000.

SIBBONS, M., et Amanda SEEL. *Mainstreaming Gender Through Sector Wide Approaches in Education – Ghana Case Study*, Londres, Centre for Aid and Public Expenditure, Overseas Development Institute, octobre 2000.

SIFUNISO, M., et coll. *Gender-Sensitive Editing*, Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif de l'ADEA, 2000, « Perspectives on African Book Development Series ».

SMAWFIELD, David, et Helen POULSEN. *Mainstreaming Gender Through Sector Wide Approaches in Education – India Case Study*, Londres, Centre for Aid and Public Expenditure, Overseas Development Institute, octobre 2000.

UNESCO. DIVISION DES STATISTIQUES. *Statistiques et indicateurs des disparités entre les sexes dans l'éducation : Un guide pratique*, UNESCO, 1997. Matériel de formation destiné aux ateliers sur les statistiques et les indicateurs de l'éducation. Numéro de référence : BPE-97/WS/3.

_____. UNITÉ POUR LA PROMOTION DE LA CONDITION DE LA FEMME ET DE L'ÉGALITÉ DES SEXES. *Égalité et équité entre les genres : Tour d'horizon des réalisations de l'UNESCO depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes* (Beijing, 1995), mai 2000. Internet : www.unesco.org/women/index_fr.htm

WILLIAMS, H. *Multisectoral Strategies for Advancing Girls' Education: Principles and Practices*, Washington, Academy for Educational Development, United States Agency for International Development, 2001.

L'égalité des sexes et les programmes scolaires

CROFT, A. *Gender Gaps in Schools and Colleges: Can Teacher Education Policy Improve Gender Equity?*, Brighton, Centre for International Education, Institute of Education, University of Sussex, 2000, « MUSTER Discussion Paper Series », n° 14.

JENKINS, J., et S. PHILIPS. *Producing Gender Sensitive Learning Materials: A Handbook for Educators*, Vancouver, Commonwealth of Learning, 1995.

MURPHY, P. F., et C. V. GIPPS, dir. *Equity in the Classroom: Towards Effective Pedagogy for Girls and Boys*, Londres, Falmer Press/UNESCO, 1996, p. 46-58.

SEY, H. *Peeking Through the Windows: Classroom Observations and Participatory Learning for Action Activities* (COPLAA), Arlington (Virginie), Institute for International Research, 1997.

Les enseignantes

GAYNOR, C. *The Supply, Condition and Professional Development of Women Teachers*, Paris, UNESCO, Institut international de la planification de l'éducation, 1997.

UNESCO. *Women as Educators, and Women's Education in E-9 Countries*, 2000.

La violence sexuelle

HUMAN RIGHTS WATCH. *Scared at School: Sexual Violence Against Girls in South African Schools*, New York, Human Rights Watch, 2001.

INSIGHTS DEVELOPMENT RESEARCH. « *Conspiracy of Silence? Stamping Out Abuse in African Schools* », Institute of Development Studies, id21, 2001. Internet : www.id21.org

NATIONAL DEPARTMENT OF EDUCATION. GENDER EQUALITY DIRECTORATE. *Opening Our Eyes: Addressing Gender-Based Violence – A Module for Educators*, Pretoria, Gender Equality Directorate, 2001.

Les différences entre les sexes en éducation et le VIH/sida

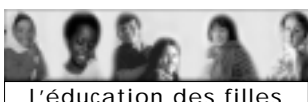
HYDE, K. A. L. *HIV/AIDS and FAWA: Challenges and Opportunities*, Nairobi, Forum for African Women Educationalists, 1999.

IPAS. *Gender of Sex: Who Cares? Skills-Building Resource Pack on Gender and Reproductive Health for Adolescents and Youth Workers*, 2001.

ONUSIDA, UNIFEM et FNUAP. *Genre, VIH et droits humains : manuel de formation*, 1999.

RIVERS, K., et P. AGGLETON. *La sexualité chez les adolescents, la problématique homme-femme et l'épidémie du VIH*, New York, PNUD, Programme VIH et développement, 1999.

SAP. *Mainstreaming Gender in the Response to AIDS in Southern Africa*, Harare, Programme de formation sur le sida en Afrique australe, 2001.



GLOSSAIRE

approche sectorielle

L'approche sectorielle est le moyen employé par les gouvernements des pays en développement et les pays donateurs pour travailler ensemble en suivant les grandes lignes d'un programme plutôt qu'en administrant un certain nombre de projets individuels. Ainsi, dans un secteur comme celui de l'éducation, les donateurs financeront la politique et le programme de dépenses sectoriels décidés par le gouvernement plutôt que différents projets ponctuels souvent proposés par les donateurs eux-mêmes.

cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)

Le CSLP expose les politiques macroéconomiques, structurelles et sociales d'un pays et ses programmes de soutien de la croissance et de lutte contre la pauvreté, ainsi que ses besoins connexes en financement extérieur. Il est préparé par le gouvernement dans le cadre d'un processus auquel participent la société civile et des partenaires de développement, dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

découpage scolaire

On entend par découpage scolaire les techniques et méthodes servant à prévoir la demande scolaire à l'échelle locale et à décider de l'emplacement des nouvelles écoles et de l'affectation des ressources aux différents établissements d'enseignement.

différenciation entre les sexes

La différenciation entre les sexes s'entend de la distinction entre les rôles et responsabilités que la société attribue aux femmes et aux hommes. Cette notion englobe les attentes concernant les traits, aptitudes et comportements probables des femmes (la féminité) et des hommes (la masculinité). Les rôles et responsabilités sont appris, évoluent avec le temps et diffèrent d'une culture à l'autre et à l'intérieur d'une même culture. Il ressort clairement de l'analyse comparative par sexe que la subordination des femmes est sociale, donc modifiable, plutôt que physiologique, donc statique.

éducation de base

L'éducation de base correspond à un ensemble de connaissances, de valeurs et d'habiletés constituant la base de l'apprentissage personnel toute la vie durant. Elle englobe le fait de savoir lire, écrire et compter ainsi que les aptitudes et connaissances élémentaires dont nous avons besoin pour mener une vie normale dans notre environnement et dans la société. L'éducation de base s'acquiert à l'école primaire et dans les premières années de l'école secondaire, ou à l'extérieur du cadre scolaire.

Éducation pour tous

En mars 1990, les représentants de 155 pays réunis à Jomtien, en Thaïlande, à l'occasion de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous convenaient d'universaliser l'éducation primaire et de réduire l'analphabétisme. Pour donner suite à cette conférence, des délégués de 164 pays ont participé au Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar, au Sénégal, en avril 2000. Les pays participants ont pris l'engagement d'atteindre l'objectif d'une éducation de base de qualité pour tous d'ici 2015, en mettant l'accent sur l'éducation des filles.

égalité des sexes

Il y a égalité des sexes quand les femmes et les hommes ont la même situation, donc jouissent des mêmes possibilités de donner toute leur mesure et d'exercer pleinement leurs droits afin de contribuer au développement politique, économique, social et culturel national, et d'en retirer les avantages.

enseignement centré sur l'apprenant

Selon l'approche de l'enseignement centré sur l'apprenant, c'est l'élève plutôt que l'enseignant qui est au centre des activités en classe. L'enseignant n'a recours ni à la dictée ni à la mémorisation ni à l'exposé. Son rôle d'animateur dans un milieu d'apprentissage accueillant consiste plutôt à encourager la participation directe, la réflexion critique, la créativité et l'expression des idées. Les élèves apprennent dans le cadre d'activités pouvant être adaptées aux aptitudes, besoins et intérêts de chacun.

Forum des éducatrices africaines (FEA)

Le FEA a été créé en 1992 devant la lenteur de la poursuite des objectifs de la campagne de l'Éducation pour tous en Afrique subsaharienne. Ce réseau comptant 33 sections nationales recrute ses membres chez les décideuses. Des hommes ministres de l'Éducation en sont membres associés. Le FEA a pour mandat de voir à ce que les filles aient accès à l'école, mènent leurs études à terme et réussissent bien à tous les niveaux.

programme d'études

Le programme d'études s'entend des expériences structurées explicites et implicites de l'apprenant. Il englobe des cours ou modules d'études encadrés, de même que d'autres éléments tels que des valeurs, règles, modalités administratives, attitudes sociales, structures organisationnelles et pratiques de gestion propres au milieu, que ces éléments s'insèrent ou non dans un cadre scolaire structuré.

sensibilisation aux différences entre les sexes

La sensibilisation aux différences entre les sexes s'entend de la capacité de reconnaître que les hommes et les femmes ont des besoins et surtout des perceptions et des intérêts différents qui tiennent à leurs rôles respectifs. Cette sensibilité aux différences entre les sexes est une condition préalable à la sensibilisation à l'égalité des sexes, un processus analytique qui fait surgir de nombreuses questions sur les disparités entre les sexes.

stéréotype sexuel

On entend par stéréotype sexuel le résultat de l'attribution systématique de certains traits ou rôles aux hommes ou aux femmes, ce qui crée l'impression que ces traits ou rôles sont invariablement masculins ou féminins. L'idée que toutes les femmes sont faibles et attentionnées et que tous les hommes sont forts et capables de prendre d'importantes décisions est un exemple de stéréotype sexuel répandu. Le stéréotype sexuel renforce les inégalités hommes-femmes en présentant des hypothèses et des situations d'inégalité.



VOS IMPRESSIONS

Aidez-nous à améliorer les prochaines versions du guide en nous faisant part de vos observations et suggestions. Nous vous remercions de votre collaboration.

Nom : _____ Prénom: _____

Direction générale : _____ Poste : _____

1. Cochez les réponses qui correspondent le plus à vos impressions.

Qualité	Oui	Non	Moyennement
Le guide vous sera-t-il utile dans l'exercice de vos fonctions ?			
Sa longueur vous convient-elle ?			
Sa forme vous convient-elle ?			
La mise en page vous convient-elle ?			

2. Quels changements suggérez-vous d'y apporter le cas échéant ?

3. a. Recommanderiez-vous ce guide ? Oui _____ Non _____
b. Si oui, à qui, et quel usage ces personnes en feraient-elles ?

4. Aimerez-vous assister à un atelier sur la question ?

5. Quels autres sujets aimeriez-vous que nous abordions dans la série de guides de l'ACDI sur l'éducation ?

Autres commentaires ou suggestions : _____

Si vous souhaitez renseigner vos collègues de l'ACDI sur un projet dont vous vous occupez dans le secteur de l'éducation, ou nous faire part d'observations plus détaillées sur le guide, veuillez communiquer avec l'équipe de l'éducation à l'adresse EdNetCoordinator@acdi-cida.gc.ca.